

dirigé par
François Cochet

Les guerres des Années folles

1919-1925



PASSÉS / COMPOSÉS
Ministère des Armées

Les guerres des Années folles

Dirigé par François Cochet

Les guerres des Années folles

1919-1925

PASSÉS/COMPOSÉS

Ministères des Armées

La Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA) est une direction du ministère des Armées, placée sous l'autorité de la secrétaire générale de ce ministère. La DPMA a notamment en charge la politique culturelle du ministère à travers les collections de ses musées, de ses services d'archives et de ses bibliothèques. Elle détermine et finance les actions nécessaires à la gestion et à la valorisation de ce riche patrimoine. C'est dans cette perspective que la DPMA développe également une politique de publication et de soutien aux productions audiovisuelles permettant à un large public de découvrir l'histoire et le patrimoine du ministère des Armées.

ISBN : 978-2-3793-3117-6

Dépôt légal - 1^{re} édition : 2021, septembre

© Passés composés / Humensis, 2021

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (article L 122-5) ; il autorise également les courtes citations effectuées pour un but d'exemple ou d'illustration. En revanche, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (article L 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au CFC (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Sommaire

Introduction. De l'utopie d'un monde en paix aux guerres de continuation	9
Chapitre 1. De la guerre suspendue à la guerre hors-la-loi, 1918-1924 par FRANÇOIS COCHET	13
Chapitre 2. Les postures américaines : de plus en plus loin du wilsonisme par MICHAËL BOURLET.....	45
Chapitre 3. L'Orient ou la guerre continuée, 1919-1925 par JULIE D'ANDURAIN	79
Chapitre 4. Le démantèlement de l'empire des Habsbourg par JEAN-NOËL GRANDHOMME	107
Chapitre 5. Refouler la révolution bolchevique par OLIVIER DARD	137
Chapitre 6. La guerre du Rif : premiers pas vers la décolonisation, 1921-1926 par JULIE D'ANDURAIN	167
Chapitre 7. Conflits et violences de sortie de guerre dans la sphère britannique, 1919-1925 par PHILIPPE CHASSAIGNE	195
Chapitre 8. Weimar : de l'instabilité fondatrice à une stabilité illusoire ?, 1918-1924 par SYLVAIN SCHIRMANN	223
Chapitre 9. Des années rouges aux années noires : l'avènement du fascisme en Italie par EMMANUEL MATTIATO	253

Les guerres des Années folles

Chapitre 10. Des outils militaires en reconversion, 1919-1925 par FRANÇOIS COCHET	285
Conclusion. 1918-1925 : après les épreuves, en route vers un monde meilleur ?	319
Notes.....	325
Bibliographie	359
Index.....	385
Les auteurs.....	393

Introduction

De l'utopie d'un monde en paix aux guerres de continuation

Tous les combattants de toutes les nations engagées dans la Grande Guerre de 1914-1918, tous leurs proches, civils comme militaires, de l'arrière, des plus puissants dirigeants aux plus humbles travailleurs des villes et des campagnes ont rêvé de la fin du cauchemar, de l'après-guerre. Ils l'ont appelé de leurs vœux, fantasmé, imaginé. Ils ont vécu pour qu'un tel conflit soit le dernier imposé au genre humain... Il fallait que cette dantesque guerre soit définitivement la « der des ders ».

Ce rêve d'une terrible épreuve engendrant une paix éternelle doit beaucoup au caractère industrialisé des combats, notamment à l'ouest où la guerre de matériel n'avait jamais atteint un tel degré. Le blocage de la situation tactique dû à l'impossibilité de percer le front de l'adversaire en l'état des moyens technologiques de l'époque a débouché sur un recours phénoménal à l'artillerie, amenant le martyre des hommes et des paysages sur des lieux emblématiques du front occidental, de l'Hartmannswillerkopf à Verdun, de la Champagne à Passchendaele. La densité des obus y a été telle qu'hommes et paysages se sont fondus dans la glaise ou la craie et des voix se sont élevées, dès le temps de guerre, pour refuser de penser que de telles expériences puissent exister à nouveau.

La notion de « der des ders » doit, sans doute, davantage à 1914 qu'à 1918. En France notamment, l'entrée en guerre voit nombre de jeunes socialistes jaoussiens, tel Léon Werth, partir sans rechigner pour vaincre le « militarisme prussien » et ainsi, à leurs yeux, empêcher tout autre retour de guerre. En 1918, désabusés, les mêmes sont devenus pacifistes dans leur immense majorité, voire antimilitaristes. Chez les anciens combattants, comme l'a montré

Antoine Prost, le pacifisme règne aussi en maître absolu à droite. Dans le détail, certes, des fissures apparaissent, qui traversent le front pacifiste. Comme l'avait écrit Maurice Agulhon, il y a plusieurs décennies, ceux qui se réjouissent de la paix ne sont pas ceux qui se réjouissent de la victoire¹.

Il n'empêche : l'ensemble des sociétés qui sortent de la guerre entrent dans une période de joie exubérante sur fond de deuil interminable. Les jupes raccourcissent comme les cheveux des femmes ! Le jazz s'invite en France et Montparnasse accueille toutes sortes d'artistes en rupture avec les pratiques antérieures : les « Années folles » s'installent, pour les privilégiés du moins.

Le repos de la paix est-il pour autant réellement possible, même après une aussi immense épreuve que la Grande Guerre ? La réalité de la « der des ders » peut-elle s'installer dans le temps et tenir toutes les promesses des rêves de paix conçus durant le conflit ? Cela ne va pas de soi, loin s'en faut. D'ailleurs, l'armée française combat sans discontinuer de 1919 à 1925 sur divers théâtres d'opérations, de la Syrie au Rif. Elle est aux ordres d'un gouvernement républicain qui entend, d'une part, faire respecter les traités et notamment le mandat qu'elle a reçu de la SDN sur la Syrie-Liban, et, d'autre part, en ce qui concerne la guerre du Rif, les dirigeants français estiment que la révolte d'Abdelkrim menace les intérêts français d'Afrique du Nord. Dans tous les cas de figure, l'armée française est à la peine jusqu'à 1925, alors même que ses effectifs décroissent très vite après 1919 et que ses matériels vieillissent vite.

En outre, en France comme ailleurs, on souhaite transformer la paix en révolution. Au cours d'un congrès extraordinaire de la SFIO, le 21 avril 1919, le jeune Léon Blum fait sa grande entrée politique par le discours qu'il prononce en rappelant que le « parti socialiste a pour objet la révolution sociale ». Un autre orateur rappelle que la France traîne le « boulet de la victoire² ». À partir de décembre 1920, le jeune Parti communiste français milite pour la révolution, y compris par recours à la violence.

Ailleurs, d'autres militent ouvertement et violemment pour le recours à des violences radicales. Les raisons ne manquent pas. Les révolutionnaires irlandais ont des comptes à régler avec la

Introduction

couronne d'Angleterre, qui les opprime depuis le XVII^e siècle. Le 21 janvier 1919, dans la banlieue de Tipperary, plusieurs membres de l'*Irish Republican Army* (IRA) menés par Sean Tracy, abattent deux officiers de la police royale irlandaise. Un des membres du commando témoigne : « Nous avons choisi d'agir délibérément après en avoir longuement discuté entre nous. Tracy en était arrivé à la conclusion que le seul moyen de déclencher une guerre était de tuer quelqu'un et nous voulions déclencher une guerre, donc nous avons décidé d'abattre des policiers³. »

À l'autre extrémité de l'Europe, d'autres révolutionnaires revendiquent la guerre comme moyen de parvenir à leurs fins d'établir un régime nouveau, construit sur l'émergence d'un homme nouveau et d'un parti-État. Le 28 novembre (10 décembre) 1917, le gouvernement bolchevique institutionnalise la notion d'« ennemi du peuple », passible de comparution immédiate devant les tribunaux révolutionnaires. Le 7 décembre (20 décembre) est créée la « Commission panrusse extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage », rapidement connue sous ses initiales *Vetcheka* et encore plus couramment de *Tcheka*⁴. Le 9 août 1918, est ouvert le premier camp de concentration contre les ennemis du peuple. Mais face aux prétentions d'expansion violente et conquérante du bolchevisme, les pays issus du démantèlement des Empires centraux, notamment la Pologne, s'érigent, par la guerre, en résistant à la vague communiste.

Woodrow Wilson, qui s'est fait le chantre des nationalités en Europe, n'hésite pas à intervenir militairement pour faire régner l'ordre américain dans la sphère d'influence des États-Unis. De telles interventions se multiplient : entre 1916 et 1924 en République dominicaine, entre 1922 et 1924 au Nicaragua⁵. La défense des intérêts américains ou la protection des ressortissants nationaux expliquent aussi des interventions en Chine, notamment à Shangai, entre 1922 et 1925. Autant dire que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes se trouve rapidement limité dans la sphère d'influence américaine.

Un des enjeux majeurs de cet ouvrage consiste à embrasser un temps plus long que les seules quatre années de la Grande Guerre. Toutes les violences et guerres de la période 1918-1925 sont-elles

Les guerres des Années folles

le fait de cette terrible conflagration qui aurait joué un rôle matriciel de l'ensemble du xx^e siècle ? Ne faut-il pas regarder bien plus loin en amont pour comprendre certaines évolutions, même si la Grande Guerre joue un rôle de catalyseur ?

À coup sûr, les sociétés d'avant 1914 sont déjà violentes. La reine Victoria échappe à huit attentats durant son règne. Deux tsars sont assassinés. Aux États-Unis, deux présidents le sont également. Par ailleurs, s'il est incontestable que la guerre permet aux bolcheviques de s'installer durablement en Russie, les violences qu'ils imposent à la société russe ressortent-elles toutes des quatre années de guerre ? N'existe-t-il pas une violence intrinsèque, pensée et revendiquée par les bolcheviques dès avant la guerre ?

Ainsi, en réconciliant court, moyen et long termes, en essayant d'identifier des racines aux mouvements belligères des années 1919-1925, voulons-nous comprendre ce que fut cet étrange « premier après-guerre », pour lequel beaucoup voulaient vivre de folles années de paix et qui est marqué par tant de guerres ou de conflits.

CHAPITRE 1

De la guerre suspendue à la guerre hors-la-loi 1918-1924

par FRANÇOIS COCHET

Du 11 novembre 1918 à la signature du traité de Versailles, le 28 juin 1919, l'Europe et le monde connaissent des bouleversements essentiels. Dans quelles circonstances l'armistice est-il signé le 11 novembre 1918, dans la clairière de Rethondes, et existait-il des alternatives ? Comment les vaincus sont-ils considérés durant la préparation des traités qui doivent mettre fin à la Grande Guerre et comment se comportent les vainqueurs entre eux ?

La question fondamentale qui se pose est donc la suivante : les conditions de paix mises en place par les traités de la période 1919-1924 sont-elles belligènes ? Il ne s'agit pas de répondre à cette question de manière anachronique et téléologique, sachant ce qui se passe dans la période 1933-1939. Il nous faut tenter d'échapper à ce que Raymond Aron appelait l'« illusion rétrospective de la fatalité ». Il s'agit ainsi de faire travail d'historien et de suivre dans le court terme des événements de l'époque et les réactions des contemporains afin de comprendre comment la chaîne des événements mettant fin à la Première Guerre mondiale a été perçue et jugée.

LES CHEMINS DE L'ARMISTICE

Les Allemands ont perdu plus de 500 000 hommes dans les combats menés entre mars et novembre 1918. S'ils ont été partiellement victorieux, ils n'ont pourtant pas réussi à imposer aux Alliés des négociations en position de force avant l'été 1918. Au contraire,

à partir de fin juillet, Ferdinand Foch prépare puis déploie, en août et septembre, toutes les armées alliées dans de vastes offensives généralisées sur le front occidental. Les Britanniques poussent méthodiquement sur le nord du front tandis que les Français fournissent l'effort principal sur toute sa partie centrale et que les Américains obtiennent un front « pédagogique », relativement calme en Lorraine, de manière à ce que les troupes de l'*American Expeditionary Force* puissent s'aguerrir avant l'offensive finale. Cette dernière doit se développer le 14 novembre sur l'Allemagne, c'est-à-dire sur la Lorraine annexée en 1870. Le rêve de certains dirigeants militaires comme civils – notamment Philippe Pétain et Raymond Poincaré – est bien d'amener les Allemands à signer un armistice sur le sol du Reich, à Metz, voire à Berlin si tout se passe au mieux.

Mais il faut regarder à l'est pour comprendre les réactions allemandes à l'ouest. Le 15 septembre 1918, le général Franchet d'Espèrey, à la tête de l'armée d'Orient, passe à l'offensive. Tout comme Foch à l'ouest, il commande une armée d'alliance, comprenant des Britanniques, des Français, des Grecs, des Serbes, des Italiens. L'offensive est victorieuse, en quelques jours. Les Serbes et les Français attaquent sur la partie centrale du front, les Anglais et les Grecs à l'est. Ces derniers avancent relativement lentement tandis que les Serbes et les Français réalisent l'exploit : la percée du front à Dobro-Polje est exploitée pleinement par la manœuvre d'Uskub (aujourd'hui Skopje en Macédoine). Les 1^{er} et 4^e régiments de chasseurs d'Afrique et le régiment de marche de spahis marocains, commandés par le général Jouinot-Gambetta, « passent par les hauts » sur des chemins muletiers à 2 000 mètres d'altitude, opèrent un raid de 80 km et « tombent » littéralement sur la garnison d'Uskub – nœud ferroviaire important – qui, après de violents combats, est réduite à merci. Cette victoire coupe l'armée bulgare en deux, pousse à la capitulation de la XI^e armée allemande. Dès le 26 septembre 1918, des officiers bulgares ont pris des contacts avec le consulat américain de Sofia. Une délégation bulgare (le général Ivan Lukov, le ministre Andreï Liaptcher et le diplomate Simon Radev) rencontre Franchet d'Espèrey le 28 septembre à Salonique

(aujourd'hui Thessalonique). Les Serbes sont écartés de la rencontre pour éviter des réactions trop violentes. Les termes de l'armistice sont acceptés sans véritable discussion peu avant minuit, et l'armistice rentre en vigueur le 29. Dans cette signature, Franchet n'a été que le porte-parole de Georges Clemenceau, qui a dicté les conditions depuis Paris. Cet armistice est fondamental pour la suite des événements à l'ouest. Les Allemands, et bien davantage encore les forces austro-hongroises en déliquescence, savent qu'elles n'ont plus rien à attendre d'un soutien par le front est. Franchet d'Espèrey a de grands projets militaires visant à marcher sur Vienne par la vallée du Danube, même si Clemenceau lui casse les ailes, sans doute parce qu'il pense que l'essentiel se joue sur le front ouest, mais avec également des arrière-pensées dogmatiques. Franchet est connu pour ses convictions cléricales, et il faut que ce soit la république laïque qui gagne la guerre aux yeux de Clemenceau. Il n'empêche, c'est bien l'ensemble du dispositif militaire des Empires centraux qui est en plein effondrement.

Un mois plus tard, c'est à l'Empire ottoman de demander un armistice. Comme les Bulgares avant Salonique, les Ottomans envisagent de bénéficier des « quatorze points » de Wilson, arguant du fait qu'ils ne sont pas en guerre avec les États-Unis. Ils envoient le général britannique Charles Townshend, défait et capturé à Kut-El-Amara en avril 1916, prendre contact avec les siens. Les Britanniques donnent pouvoir à l'amiral Gough-Caltorpe pour mener les discussions qui se tiennent à bord du navire de guerre britannique *Agamemnon*, au large de Moudros, dans les îles Lemnos, à compter du 27 octobre 1918. L'armistice est signé le 30 octobre. La Turquie est réduite à l'Anatolie, tandis que les détroits doivent être occupés militairement par les Alliés. Lors des négociations, les Britanniques refusent la participation du vice-amiral français Amet, au prétexte que, lors de l'armistice de Salonique, les Anglais n'ont pas été associés. La situation est pourtant différente : un commandement unifié sur le front de Salonique, ce qui n'est pas le cas contre les Ottomans. Les Britanniques pensent déjà à l'après-guerre dans ce *Middle East* qui leur tient tant à cœur et pour lequel ils ont des projets plus ambitieux que la seule application des accords Sykes-Picot de 1916

– qui prévoyaient des zones d’influence partagées entre la France et la Grande-Bretagne sur les possessions de l’Empire ottoman. L’alliance franco-britannique se révèle ainsi bien fragile dès les deux armistices de Salonique et de Moudros.

Quelques jours plus tard, les Austro-Hongrois, en grandes difficultés militaires depuis la bataille de Vittorio-Veneto¹, cherchent à négocier davantage une trêve qu’un véritable armistice à partir du 28 octobre. Pendant ce temps, les Italiens continuent de marcher sur Trente, Udine et Trieste. Les Austro-Hongrois avertissent de la situation Paul von Hindenburg le même jour. Ils envoient une délégation sur le lac de Garde, près de Mantoue, reçue par la délégation italienne, dirigée par le général Badoglio, le 1^{er} novembre. Les Italiens souhaitent une capitulation, mais après de multiples rebondissements, un simple armistice est finalement signé dans la villa de Vettor Giusti, le 3 novembre 1918 à 15 heures pour entrer en vigueur le 4 novembre à la même heure².

Ainsi, l’armistice de Rethondes, loin d’être un événement impromptu, arrive au contraire comme ultime avatar d’une chaîne qui relie entre elles des dominos. L’effondrement bulgare crée un effet d’entraînement qui montre aux Allemands qu’une résistance militaire est inutile désormais, car, à compter du 3 novembre, ils sont totalement isolés. C’est aussi à ce moment qu’éclatent les mutineries de Kiel, que l’Allemagne et la Bavière voient se constituer des soviets un peu partout, qui proclament d’éphémères régimes révolutionnaires, à Metz ou Strasbourg. Rappelons à ce propos que dès le 24 juin 1918, Richard von Kühlmann, secrétaire d’État aux Affaires étrangères allemand, fait scandale au Reichstag, en annonçant qu’une victoire purement militaire n’est plus possible dès cette date et qu’il faut trouver une voie de sortie diplomatique à la guerre³.

Il est dès lors facile de comprendre combien la chronologie commande. Les premiers contacts entre Allemands et Woodrow Wilson, *via* la Suisse, se font entre le 3 et le 8 octobre, immédiatement après l’effondrement bulgare. Ils provoquent de vives réactions des alliés – notamment celles de Clemenceau – scandalisés que les contacts aient été réalisés sans qu’ils en soient avertis. À partir du 12 octobre,

ayant compris le courroux des Alliés, Wilson se fait plus exigeant à l'égard des Allemands. Il faut attendre le 25 octobre, cependant, pour qu'une réunion interalliée se tienne à Senlis pour tenter de dégager les conditions d'armistice à présenter aux Allemands, puis une autre à Paris, le 29. Le 5 novembre, les Alliés font savoir que le maréchal Foch, en tant que commandant des armées alliées, est habilité à recevoir des plénipotentiaires allemands. C'est ainsi que, dans la plus grande urgence, des plénipotentiaires sont désignés et placés sous la houlette de Matthias Erzberger, membre du Centre catholique (*Zentrum*), qui avait proposé au Reichstag une motion de paix en juillet 1917. La délégation allemande quitte le grand quartier général de Spa au matin du 7 novembre 1918 et se présente devant les lignes françaises à La Flamengrie, près de La Capelle, vers 20 h 30, où elle est reçue par le capitaine Lhuillier. Retentit alors un premier appel au « Cessez le feu », lancé par le clairon Pierre Sellier, pour prévenir les troupes françaises de laisser passer les voitures allemandes. Les plénipotentiaires sont acheminés ensuite en train à Tergnier, avant de rejoindre l'épi de chemin de fer que les Français ont aménagé dans la clairière de Rethondes, le 8 novembre 1918 au matin. Le premier contact entre Foch et Erzberger est pour le moins « rugueux », les Allemands étant persuadés qu'ils vont pouvoir négocier, dans la mesure où, au jour et à l'heure de la rencontre, aucun combat n'a lieu sur le sol allemand. Foch rétorque que les Allemands ont soixante-douze heures pour accepter les trente-cinq articles des conditions d'armistice. Mais, de par la volonté des Américains refusant de négocier avec Guillaume II, rien ne peut se faire avant que ce dernier n'abdique le 9 novembre. À partir de là, les événements s'enchaînent rapidement. Dans la nuit du 10 au 11 novembre, des télégrammes sont échangés entre Berlin et Foch. Le gouvernement Ebert, mis en place dans l'urgence face aux événements révolutionnaires, décide de rétablir l'ordre, avec l'aide de l'armée allemande, mais aussi d'accepter les conditions d'armistice, même si les plénipotentiaires allemands en discutent encore toute la nuit les conditions d'application. Le 11 novembre, à 5 heures du matin, l'armistice est signé et entre en vigueur dans la foulée, à 11 heures du matin. Le

major-général des armées françaises, le général Edmond Buat note sobrement dans son journal : « La lecture des conditions est effarante. La capitulation est totale⁴. » Le même son de cloche s'entend chez les Allemands. Le philosophe et théologien protestant Ernst Troeltsch (1865-1923) note dans son journal, publié au début de l'année 1919 : « Cet armistice est une capitulation déguisée, pas un armistice⁵. » Le président de la République, Raymond Poincaré, avait déclaré au général Weygand, le 8 octobre 1918 : « Mon cher général, ils [les Allemands] ne signeront jamais cela⁶. » D'ailleurs, en Allemagne même, la démarche de demande d'armistice ne fait pas l'unanimité. Walther Rathenau, dont on sait les talents d'organisateur économique, fait publier le 7 octobre 1918 un article dans la *Vossische Zeitung*, considérant que la demande d'armistice est prématurée⁷. Il faut également noter que dans les conventions signées par les Allemands à Rethondes, aucune d'entre elles ne parle de responsabilité des Allemands dans le déclenchement de la guerre. Ces dispositions commencent à apparaître en avril 1919 seulement.

La signature de l'armistice a-t-elle été prématurée ? Déjà au moment des événements, puis bien davantage encore dans les années 1920 et 1930 ainsi que dans celles qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale, des voix se sont élevées pour avancer qu'il aurait fallu porter le fer et le feu en Allemagne. Les partisans du « il n'y avait qu'à » ont beau jeu, notamment après 1935, d'accuser le fait que les soldats alliés ont eu les jarrets brisés par un armistice trop précoce et que faire sentir aux Allemands le poids de la défaite par des opérations militaires sur leur propre sol aurait épargné bien des déboires ultérieurs.

C'est là une vue de l'esprit téléologique qui fonctionne par la certitude *a posteriori* que les enchaînements étaient inscrits à l'avance et frappés d'inéluctabilité. C'est l'arrivée du nazisme et l'extermination des Juifs d'Europe qui est, en quelque sorte, en balance dans le jugement sur la soi-disant trop grande précocité de l'armistice, comme sur l'ensemble des traités de paix d'ailleurs. Tout comme le traité de Versailles, l'armistice aurait été « bâclé ». Il faut pourtant s'immerger dans l'état des connaissances de la situation par

les dirigeants de l'Alliance, mais aussi dans les sensibilités des opinions publiques, pour comprendre comment les décisions de novembre 1918 s'imposent d'elles-mêmes.

Quel est l'état réel de l'armée allemande à l'extrême fin de l'année 1918 ? En moins de quatre mois, 400 000 soldats ont été faits prisonniers et les alliés ont pris 6 000 canons. Aujourd'hui, les historiens savent que pas loin d'un million de déserteurs divaguent sur les arrières-fronts. Ils ne veulent plus combattre, n'obéissent plus vraiment, disposent de leurs armes, s'en prennent aux officiers. Wilhelm Deist⁸ parle de « grève militaire larvée ». Lorsque le commandement général du grand-duché de Bade tente, le 23 octobre 1918, de mobiliser « toutes les forces pour l'ultime bataille à venir », l'opération échoue totalement, les potentiels mobilisés refusant de se rendre dans les centres de mobilisation⁹. Cela semble assurer une absence de résistance sérieuse si les Alliés s'attaquent au sol allemand. Mais les dirigeants politiques et militaires alliés ignorent alors complètement ces faits, et ils voient, au contraire, une armée allemande semblant reculer en bon ordre et toujours combative. Il est vrai qu'un « rideau » de troupes fidèles et déterminées sauvent les apparences. C'est là la réussite du plan de Ludendorff et du colonel Bauer, de maîtriser le repli tout en restant sur les sols français et belge¹⁰. D'autres faits complètent ces arguments. Les avertissements de Ludendorff sur l'état de l'armée allemande sont restés cantonnés à un cercle très restreint de dirigeants et l'opinion civile allemande les ignore totalement. Pour tout dire, l'ampleur de la défaite a été soigneusement dissimulée au peuple allemand. Les populations civiles du Reich ignorent également le ressentiment des Belges ou des Français des départements envahis par rapport à la brutalité des comportements de leurs troupes dans ces pays respectifs. En d'autres termes, les services de renseignement alliés ne sont pas capables de pronostiquer la résistance militaire allemande en cas d'invasion du territoire du Reich. Les événements révolutionnaires sont, en particulier, mal connus.

Dans le même temps, les Alliés sont pressés de conclure. Ils redoutent un raidissement de la résistance allemande. L'exemple français de 1870 fait alors sens. Après la défaite de Sedan et la

proclamation de la République le 4 septembre 1870, cette dernière avait réussi, pour quatre mois encore, à galvaniser les résistances et à mobiliser des troupes, de qualités souvent improbables pourtant, mais qui s'étaient cependant battus avec détermination, en tout cas pour certaines d'entre elles¹¹. Par ailleurs, les Anglo-Américains ne veulent pas anéantir la puissance allemande. Les Américains veulent surtout exporter la démocratie dans l'ancien Reich, tandis que les Anglais songent déjà à préserver les équilibres européens et ne veulent clairement pas d'une France trop forte. Aux yeux des dirigeants français, la nécessité de signer un armistice à la fin de 1918 plutôt qu'en 1919 s'impose pour une autre raison. En 1918, les troupes françaises représentent encore 41 % de toutes celles de la coalition alliée. En 1919, elles ne seront plus que 31 %, alors que la part des troupes américaines, dans le même laps de temps, doit bondir de 30 % à 40 %. Une victoire enregistrée en 1918 est encore majoritairement française au plan militaire, alors qu'elle a toutes les chances d'être de plus en plus américaine si les combats se poursuivent sur 1919.

Le nombre attendu de tués probables en cas d'offensive sur l'Allemagne est estimé par Foch à 60 000 hommes pour le moins. Il lui semble donc que le jeu n'en vaut pas la chandelle, et qu'à partir du moment où les Allemands demandent un armistice, nul n'a le droit de continuer de faire verser le sang français. C'est là un sentiment qui honore un général - maréchal depuis août 1918 - qui a souvent passé pour un adepte de l'offensive à tout prix.

Par ailleurs, si la question de l'éventuelle résistance du soldat allemand a souvent été posée, il en est une autre qui l'est beaucoup moins et qui pourtant détermine tout autant les décisions prises en novembre 1918 par les autorités françaises et alliées. Qu'en aurait-il été de la combativité des soldats français en cas d'invasion de l'Allemagne ? Ils savent depuis fin octobre que la conclusion victorieuse de la guerre est proche et, comme toujours dans ce cas, personne ne souhaite être le dernier mort du conflit. Les opinions publiques civiles sont très attachées à la fin de la guerre, à condition qu'elle soit victorieuse, comme s'en dessine le contour depuis les contre-offensives de début août 1918.